

Publié le 5 mars 2021

Birmanie : le jeu de la force et de l'équilibre

Depuis le 1^{er} février, la Birmanie refait parler d'elle. Un coup d'État militaire renversant la dirigeante Aung San Suu Kyi et proclamant l'état d'urgence y a mis fin à une transition démocratique entamée depuis une dizaine d'années. Mais on ne peut pas comprendre cette nouvelle crise birmane si l'on ne la replace pas dans le contexte très particulier de ce pays, et d'abord dans celui de ses constantes ethniques, géographiques et géopolitiques.

La Birmanie est gouvernée par trois constantes : sa composition ethnique, sa géographie et enfin sa situation géopolitique. On ne peut comprendre la crise actuelle si l'on n'a pas en tête ces éléments.

Un pays mosaïque

Sur le plan ethnique, la Birmanie (ou Myanmar) est une mosaïque de peuples et de subdivisions administratives : 7 régions, 14 divisions administratives, pour plus de 130 minorités ethniques, chacune ayant son habitat, sa langue et sa culture propres. Ce pays est en réalité une poudrière ethnique qui, pour l'instant, n'explose pas. La visite du Musée national de Rangoon est à ce titre absolument fascinante, de par la richesse et la diversité incroyables de chacun de ces peuples. Cela fait aussi immédiatement comprendre que, dans un contexte aussi riche et aussi instable, seul un pouvoir fort est susceptible de maintenir ensemble les pièces du puzzle.

Dans de telles conditions, plaquer un concept de «démocratie» à l'occidentale serait la meilleure façon de mettre le pays à feu et à sang. En effet, dans le cas d'un pouvoir faible, chaque ethnie un peu plus forte que les autres se jetterait immédiatement sur ses voisines pour exiger du pouvoir central tel ou tel avantage en contrepartie de la paix. Le chantage à la sécession mettrait vite le pays par terre. Les Birmans sont, on peut le penser, très conscients de cet état de fait et attachés à une certaine stabilité.

De plus, le pays est très étiré, et une bonne partie est montagneuse, loin de la capitale Rangoon, ce qui rend d'autant plus difficile le contrôle des régions, surtout dans la partie du Nord, où se développe la contrebande du jade et celle de l'opium, deux énormes trafics pour lesquels le pays est l'un des plus importants protagonistes au monde. Sur place, les autorités fédérales n'ont donc pas automatiquement droit de cité, mais elles sont obligées de composer avec des pouvoirs locaux ethnico-mafieux très puissants. Dans ce contexte, la démocratie a bon dos...

Ceci explique aussi la façon dont a été traitée la crise des [Rohingyas](#) en 2016 et la position très prudente d'Aung San Suu Kyi elle-même. En effet, les Rohingyas disposent d'une structure armée, l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (ARSA). Peu avant la dernière persécution, ils avaient attaqué plusieurs postes-frontières locaux. Si la dirigeante avait pris fait et cause pour cette ethnie, cela aurait déclenché immédiatement une «montée aux extrêmes» de nombreuses autres, demandant pourquoi l'on permettait la violence pour les autres et pas pour elle. Le contexte ethnique du pays

explique donc largement le traitement qu'a subi, au-delà de ses cadres armés, ce malheureux peuple.

Un pays modeste, mais apparemment bien géré

Il est intéressant de constater, lorsque l'on se promène dans certaines de ces régions en tant que touriste que, selon ce qu'en disent les guides, les frontières du «*no man's land*» reculent d'année en année, permettant aux voyageurs d'accroître leur périmètre de visite. Ceci confirme le bon travail que fait – en tout cas sur ce point – le pouvoir central qui, entre menaces militaires et promesses, parvient peu à peu, très lentement, à la façon birmane, à reconquérir et à pacifier son territoire.

Un autre étonnement du touriste se produit lorsqu'il parcourt les campagnes en voiture et qu'il passe dans les villages ou s'arrête dans les fermes. D'abord, contrairement à ce qui est dit et à la réputation de «Corée du Nord bis» que la propagande occidentale a longtemps donnée au pays, les routes principales sont en très bon état, les villages sont propres, les écoles fonctionnent, avec des élèves en uniformes et pas en haillons, et les fermes ne sont nullement délabrées.

Visiblement, le pays n'a pas fait le choix, comme tant d'autres, de sacrifier volontairement son agriculture et ses paysans pour nourrir les usines péri-urbaines. Au contraire, ce qui apparaît, c'est plutôt une très sage politique, où les autorités n'ont pas vendu le pays à l'encan aux grandes fortunes bourgeoises, mais ont assumé leur rôle national et maintenu, bouddhisme aidant, les 70 % de paysans dans la paix civile et sociale. On peut vérifier, en allant sur place, que la campagne semble très bien cultivée, que les greniers des fermes sont pleins et que les nouvelles générations ne sont pas parties à la ville. La pauvreté existe certainement, mais on ne voit pas de misère. De plus, si le caractère semi-vivrier des exploitations ne se traduit pas, au niveau du pays, par un PIB très élevé, par contre, il suffit, en tout cas d'après ce que l'on peut observer, à nourrir les populations correctement. Pour ceux qui connaissent la campagne africaine, la différence est saisissante.

Sur le plan touristique, les hôtels sont très propres et bien tenus, et le personnel est bien formé, aimable et compétent, tout autant que les guides et accompagnateurs. On n'a pas non plus l'impression, comme c'était le cas en Chine, lorsque le pays s'est ouvert au début des années 1980, d'être constamment sous la coupe des commissaires politiques. En d'autres termes, un pays modeste, mais apparemment bien géré. Entre ce que l'on en dit à l'extérieur et ce que l'on en voit à l'intérieur, le contraste est total.

Une situation géostratégique peu ordinaire

Sur le plan international, la situation n'est pas non plus très simple. Le Myanmar a une situation géostratégique assez extraordinaire : au nord, une longue frontière commune avec la Chine, au sud, une grande façade maritime en face de l'Inde et une frontière avec ce pays, ce qui en fait un acteur majeur du golfe du Bengale. À l'intérieur, de grandes ressources non encore exploitées. Tout ceci rend le «jeu» diplomatique birman compliqué et subtil, car à la fois le pays intéresse tout le monde, mais ne peut se «mettre dans les pattes» d'un autre ni se fâcher avec personne.

Si la Birmanie se «marie» avec la Chine, elle aura immédiatement l'Inde et les USA comme ennemis mortels. Si au contraire le pays s'occidentalise trop vite, les USA étant trop heureux d'ajouter un pion au «*containment*» de la Chine, les Chinois réagiront immédiatement et auront tôt fait de déstabiliser toute la région Nord, puis de faire tomber le régime. S'ils veulent maintenir leur

intégrité dans cette poudrière ethnique et face à ces tigres étrangers, les dirigeants du pays sont obligés d'évoluer à pas de loup, pour ne fâcher ni les uns, ni les autres.

On peut penser que c'est ce qui avait poussé les militaires à accepter d'intégrer la dirigeante Aung San Suu Kyi à l'appareil politique en 2016, dans l'idée qu'elle pourrait servir de faire-valoir pour justifier l'ouverture du pays vers l'Ouest, la plus lente possible certainement, afin de ne pas fâcher la Chine. Il est probable qu'Aung San Suu Kyi elle-même était consciente de ces contraintes et qu'elle a accepté, dans un premier temps, de rentrer dans ce jeu. La dernière élection et le coup d'État qui a suivi viennent de changer les choses, sans qu'elles ne changent véritablement, comme on va le voir.

Remarquable aussi est le grand contraste qui existe entre l'aura exceptionnelle dont dispose la dirigeante à l'extérieur du pays (puisqu'elle a même obtenu le prix Nobel de la paix) et son image à l'intérieur, où nombre de Birmans ne la considèrent pas (et le disent ouvertement) comme une grande politique. Cela et ce qui est dit plus haut sur la situation des régions paysannes et des «provinces», permet sans doute de relativiser le vote en sa faveur. En effet, d'une part, il n'est pas certain que les nombreux paysans (70 % de la population, rappelons-le) se soient précipités en masse vers les urnes, d'autre part, dans les régions mafieuses, il est peu probable que les électeurs aient voté «librement», et pas selon les injonctions des «parrains». Probablement, c'est la bourgeoisie montante et les étudiants (que l'on voit aux premières loges des manifestations) de Rangoon et des grandes villes, qui sont son appui principal. Et peut-être aussi certaines provinces lointaines, qui souhaiteraient, pour s'adonner plus librement au trafic, voir diminuer le pouvoir de l'armée...

Une élection qui rompt un pacte tacite

Le problème, c'est que, dans l'esprit des chefs militaires, cette élection rompt le pacte tacite passé avec la dirigeante : «À toi la vitrine, à nous le pouvoir». Ils craignent, s'ils lui laissent prendre les rênes, non seulement une perte de souveraineté pour eux-mêmes, mais aussi une perte d'autorité du pouvoir central et un basculement à l'Ouest, détruisant le fragile équilibre interne et externe du pays. La Birmanie joue très gros dans cette affaire.

Les militaires ont négligé le travail de terrain susceptible de leur assurer une légitimité démocratique. On peut penser soit qu'ils manquent de compétence, ce qui est possible, soit plus probablement qu'ils s'en moquent, parce qu'ils disposent de la force dans un pays où la très grande majorité, paysanne et très bouddhiste, ne bougera pas. Par ailleurs, ils savent aussi que, par-delà les rodomontades des ONG droits-de-l'hommes et des boutefeux irresponsables, aucun gouvernement occidental ne les sanctionnera vraiment, parce que le résultat en serait qu'ils se réfugierait dans les bras des Chinois, et que les espoirs tant géopolitiques qu'économiques des USA et de leurs alliés seraient perdus à jamais.

Pour les Occidentaux, «perdre» la Birmanie serait une catastrophe. Pour cette raison, les critiques n'iront pas au-delà des mots et de quelques sanctions symboliques. Les militaires birmans sont donc probablement, pour cette raison, très tranquilles. Ils se disent, comme ils l'ont toujours fait depuis la dictature du général [Ne Win](#), le véritable fondateur de la Birmanie moderne, qu'il leur suffira de faire le gros dos et de jouer avec le temps pour que le ciel bleu revienne après la pluie.

Il faut bien entendu suivre cette crise de près, mais tout laisse à penser, si l'analyse ci-dessus est juste, que les choses s'enliseront et qu'il ne se passera rien. Ensuite, pour ce qui est de savoir ce qui serait le mieux pour ce pays, du changement ou de la continuité, bien malin qui peut répondre !

François Martin

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr